

L'Europe entre rêves et cauchemars

SYLVIE GOULARD

Sur l'Allemagne, les regards sont souvent faussés : ceux qui la voient comme « normale » négligent la force de l'Histoire. Ceux qui l'accusent d'égoïsme oublient qu'elle a plus donné à l'Europe que nul autre État membre. Sa force tient surtout à ses mérites et à sa fiabilité dans l'engagement. Elle impose moins ses vues que sa suprématie économique, démocratique, sociale ne s'impose. C'est en fait la France qui s'est laissée vivre et n'a pas, à ce jour, clarifié ses désirs européens.

S. G.

« **Q**UELQUES nations poursuivent leurs rêves, d'autres sont hantées par leurs cauchemars », écrivait le politologue Michael Stürmer en 1996 ⁽¹⁾, dans un article sur l'Allemagne. Il ajoutait alors : « c'est une nation obsédée par les spectres du passé et qui craint toujours de perdre ce qu'elle a réalisé depuis que les catastrophes ont cessé de la frapper. L'intérêt national allemand, avant comme après 1989, obéit fondamentalement à trois souhaits : bien manger, dormir en paix et ne jamais être seul. »

En 2012, l'Allemagne n'est-elle plus « hantée par ses cauchemars » ? Nombre d'Allemands, notamment les jeunes générations, se sentent libérés du poids du passé, avec la conviction que l'Allemagne n'a plus rien à « payer » ; le populiste Thilo Sarrazin dénonce même avec l'outrance dont il est

coutumier ce qu'il considère être un « chantage à l'Holocauste ⁽²⁾ ».

Mais les cauchemars allemands n'ont, en réalité, jamais disparu : en atteste la peur constante de l'inflation dans une conjoncture qui la rend peu probable. L'association entre instabilité monétaire, instabilité politique, chute de la République de Weimar et fin de la démocratie imprègne encore les esprits.

Et la France ? « Poursuit-elle encore ses rêves » ? Non seulement la vision d'avenir fait défaut mais sans doute la perception du présent est-elle aussi faussée : la plupart des responsables politiques refusent encore d'admettre que l'exercice conjoint de la souveraineté monétaire vaut partage de la souveraineté tout court. L'interdépendance économique est en général sous-estimée. La campagne pour l'élection présidentielle l'a démontré, sans qu'aucun candidat n'ait fait exception. Le magazine *The Economist* a

(1) *Politique étrangère*, n° 3, p. 513 et s.

(2) *Europa braucht den Euro nicht*, 2012.

même évoqué « un déni de réalité » qui, du reste, est aussi pratiqué dans d'autres pays de la zone euro.

Quel rôle ces deux pays peuvent-ils encore jouer dans la construction européenne ? Le slogan dont usent et abusent les dirigeants, selon lequel existerait une « communauté de destin », a-t-il encore un sens ?

L'Allemagne et la France s'éloignent l'une de l'autre, mais peut-être pas pour les raisons qui, le plus souvent, sont mises en avant du côté français. L'analyse des comportements dans la crise comme l'identification des sujets d'avenir font apparaître d'indéniables différences de vues. Ce n'est cependant pas le désaccord de départ, assez naturel, qui est préoccupant mais une forme nouvelle d'incertitude sur la volonté de le surmonter. Les divergences peuvent être fécondes. Mais, si rien n'est fait pour trouver une synthèse, l'Europe est mal partie.

Deux pays qui s'éloignent mais pas pour les raisons qu'on croit

Il est courant d'entendre que, depuis l'unification, la République fédérale aurait changé. Elle serait redevenue « normale », ce qui expliquerait sa tendance à défendre plus âprement ses intérêts. Par sa simplicité, cette explication « géopolitique » séduit. Mais elle passe un peu vite sur certains ressorts profonds de ce pays comme sur l'influence qu'ont pu exercer sur l'Allemagne ses partenaires.

Le poids de l'histoire

Sans considérer que les Allemands d'aujourd'hui doivent être éternellement culpabilisés pour la période 1933-1945, il est assez naïf de penser que les Européens vont aisément se libérer de l'Histoire. La résurgence, à la faveur de la crise, des pires préjugés, la détérioration récente du climat entre le « Nord » et le « Sud », sans que l'on sache d'ailleurs où se situe la France, montrent que c'est une illusion.

Dans un superbe discours de décembre 2011 ⁽³⁾, l'ancien Chancelier Helmut Schmidt a jugé utile d'ouvrir une perspective plus large : « L'Allemagne, écrit-il, ne sera pas, dans un horizon prévisible, un pays normal ;

s'y oppose notre responsabilité historique, terrible et unique. » Selon lui, y fait également obstacle « la position centrale de l'Allemagne, son poids démographique et économique supérieur à celui des partenaires, dans un continent fragmenté en petites nations diverses ».

Ceux qui, en France, trouvent l'Allemagne « normale » devraient se souvenir du président de la République Horst Köhler, forcé à démissionner en mai 2010 pour avoir dit : « Un pays de notre taille, autant tourné vers le commerce extérieur et si dépendant des échanges internationaux, doit aussi savoir [...] qu'en cas de nécessité, un engagement militaire peut être nécessaire pour défendre nos intérêts, par exemple pour garantir des voies commerciales, pour empêcher les instabilités régionales qui, outre qu'elles pourraient avoir un impact sur notre sécurité, auraient des répercussions sur le commerce, l'emploi et nos revenus. »

Remis dans le contexte d'une visite en Afghanistan où les troupes allemandes participent, aux côtés d'autres Occidentaux, à une mission au service de la stabilité de la région, ces propos sont maladroits mais assez anodins. De la part d'un Président français ou américain, ils seraient sans doute passés inaperçus.

Quand les Français acceptent facilement que l'armée intervienne en Libye, la population allemande reste profondément convaincue de la supériorité du *soft power*. Plus encore que la France, l'Allemagne répugne à investir dans la défense, comme à intervenir sur des théâtres extérieurs.

Prétendre que la politique étrangère de l'Allemagne aurait changé à la suite de l'unification revient à s'abuser soit sur le passé – qu'était l'*Ostpolitik*, sinon la poursuite déterminée, par la République de Bonn, d'un intérêt national allemand ? –, soit sur le présent. Ainsi, malgré le climat politique marqué par un euroscepticisme assez virulent, les plans de « sauvetage » destinés à parer à la crise de la dette souveraine ont été votés à d'écrasantes majorités par le Bundestag.

En France, comme le montre la ratification du « traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'Union économique et monétaire », des résistances anti-européennes persistent, y compris dans les partis siégeant au gouvernement. L'Allemagne

(3) Helmut Schmidt, « Deutschland in und mit Europa », *Rede auf dem SPD Parteitag*, Berlin, 4 décembre 2011.

doute, s'interroge, pose des conditions mais, au moment de décider, elle n'a pas tourné le dos à l'Europe.

Les appels lancés par le ministre polonais des Affaires étrangères Radosław Sikorski ⁽⁴⁾ invitant l'Allemagne à prendre, de manière bienveillante, la tête de l'Europe, ou par George Soros ⁽⁵⁾ demandant que, dans la négative, elle quitte la zone euro, confirment que la RFA n'est pas perçue comme un *leader* agressif mais comme un partenaire hésitant à prendre ses responsabilités.

Ce repli tient en grande partie à la frustration qu'a causée à l'Allemagne l'évolution de la monnaie unique.

La frustration monétaire

Pour que l'euro voie le jour, l'Allemagne a mis au pot commun le fleuron de sa réussite, le *Deutsche Mark*. En échange, ses partenaires se sont engagés à respecter un certain nombre de principes qui, à ses yeux, étaient sacro-saints : l'impératif de stabilité monétaire, le rejet de l'inflation, l'indépendance de la Banque centrale ou encore la bonne gestion des finances publiques.

En faisant apparaître les mensonges, ou du moins la désinvolture de certains de ceux qui avaient pris ces engagements, la crise a donné à l'opinion publique allemande le sentiment d'avoir été flouée. Bien que cette perception soit en partie exagérée en gommant, à tort, les avantages commerciaux dont l'Allemagne bénéficie grâce à l'euro, ou, plus récemment, l'effet d'aubaine dont elle jouit sur ses taux d'intérêt, la virulence de l'opinion ne se dément pas. En France, à l'inverse, les conditions entourant la création de l'euro n'ont jamais eu un caractère sacré.

Enfin, et c'est sans doute le plus grave, les différences entre ses propres performances et celles de ses partenaires ont tendance à isoler l'Allemagne du reste de l'Europe. Sa domination *de fait* n'est pas sans conséquences sur le jeu institutionnel, bouleversant ainsi les fragiles équilibres communautaires.

Aux origines de la Communauté se trouve l'idée d'une égalité entre les participants, notamment entre la France et l'Allemagne. Le génie de Schuman et des autres promoteurs

de l'Europe unie a consisté à ne pas répéter les erreurs des années 20 : la paix ne viendrait pas de l'humiliation du vaincu ni de demandes de réparations mais d'une coopération entre égaux.

Toutefois, le volontarisme politique ne peut pas indéfiniment compenser des différences qui s'accroissent dans la réalité : avec l'amélioration de ses résultats, l'influence de l'Allemagne n'a cessé de croître. Désormais, ce pays champion de l'exportation dégage par exemple 158 milliards d'euros d'excédents commerciaux par an quand la France accuse un déficit de 70. L'ampleur du décrochage est saisissante.

La différence dans les performances crée un contexte psychologique radicalement différent en Allemagne (et dans les autres pays prospères du nord de l'Europe) par rapport au Sud. L'Allemagne offre ainsi à ses enfants une formation professionnelle de qualité et des emplois, parfois précaires, depuis Harz IV, mais en Grèce ou en Espagne la situation est pire. La classe politique comme la population allemande ont du mal à mesurer les souffrances endurées dans les autres États membres ou le danger que représente, pour la stabilité de l'UE, la crise sociale.

Enfin, par la qualité de sa signature, le pays détient la clé de tous les plans de sauvetage. Dans le fonds permanent qui vient d'être mis en place (le Mécanisme de stabilité), elle pèse pour 27 %. La France y contribue, comme l'Italie, pour une part non négligeable (respectivement 20 % et 18 %) mais, depuis le déclassement de la France par une agence de notation, l'Allemagne demeure le dernier grand pays triple A.

D'où une situation sans précédent dans l'histoire de l'après-guerre : la Chancelière, parfaitement légitime pour diriger l'Allemagne, tient dans ses mains, sans onction démocratique européenne, le destin des pays partenaires. Le fonctionnement du Conseil européen, organe qui travaille à huis clos, dont les décisions ne font l'objet d'aucun débat public, dont les décisions ne sont susceptibles d'aucun recours et qui ne rend de comptes à personne, introduit dans le régime politique européen un « trou noir ». Ceux qui s'émeuvent du « déficit démocratique » de l'Europe ont tort de cibler la Commission, dont le rôle est hélas mineur, et qui est soumise au contrôle du Parlement européen.

(4) Radosław Sikorski, « I fear Germany's power less than her inactivity », *Financial Times*, 28 novembre 2011.

(5) Quentin Peel, « Lead or leave euro, Soros tells Germany », *Financial Times*, 9 septembre 2012.

Dans la gestion de la crise, c'est l'avis du *Bundesregierung* (le gouvernement allemand) qui est décisif, c'est l'aval du *Bundestag* qui compte (au point qu'un Conseil européen ait été interrompu pour le consulter en octobre 2011), c'est le *Bundesverfassungsgericht* qui tient les gouvernements et les marchés en haleine, c'est la voix de la *Bundesbank* que l'on entend le plus au Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne ; son président Jens Weidmann déclare d'ailleurs tranquillement qu'il ne dirait pas qu'« elle est seulement l'une des dix-sept Banques centrales de l'Eurosystème ». Selon lui, elle est « la Banque centrale la plus grande et la plus importante, ce qui justifie qu'elle ait davantage son mot à dire que la plupart des autres ⁽⁶⁾ ».

Ce poids de l'Allemagne dans les institutions européennes en fait désormais un pays à part avec deux conséquences.

D'une part, lorsque les intérêts allemands divergent de ceux des autres, le gouvernement fédéral n'a qu'à laisser jouer la force d'inertie. Faire contrepoids aux vues allemandes, pour les autres pays, y compris la France, est objectivement plus difficile qu'auparavant.

En pratique sinon en droit, il suffit que le gouvernement allemand, fort de ses atouts, fixe une position et s'y tienne pour que les partenaires soient forcés de suivre. Ainsi le traité budgétaire, après la réforme du Pacte de stabilité et de croissance adoptée en novembre 2011, n'était pas strictement indispensable. Angela Merkel le voulait, elle l'a eu. Sauf que son contenu est assez creux, les partenaires de l'Allemagne n'ayant pas manqué ensuite de traîner les pieds. La Cour de justice n'a pas les pouvoirs que l'Allemagne aurait voulu. Et le Conseil constitutionnel français s'est empressé de juger que la règle d'or n'avait pas à être inscrite dans la Constitution française. Autre exemple : la décision de la Chancelière de reporter le travail sur « l'union bancaire », malgré un calendrier serré adopté par consensus lors du Conseil européen des 28 et 29 juin 2012, qui constitue un revirement délicat pour les banques espagnoles.

Alors que, depuis la Seconde Guerre mondiale, les vers célèbres d'Emanuel Geibel

« *am deutschen Wesen soll die Welt genesen* ⁽⁷⁾ », selon lesquels le modèle allemand devrait servir à la « guérison » du monde, étaient passés de mode, ils reprennent tout leur sens. Même si la plupart des interlocuteurs, outre-Rhin, jurent leurs grands dieux qu'ils ne sont pas nationalistes, et s'ils ne sont pas, en effet, habités par une volonté de puissance, ils sont néanmoins persuadés, en règle générale, que les performances allemandes devraient servir de référence. La certitude des Allemands d'avoir tenu leur « maison en ordre » quand les autres se comportaient mal donne au pays entier une bonne conscience désarmante.

Les partenaires de l'Allemagne commencent d'ailleurs à protester. Des voix, comme celle du président du Conseil italien Mario Monti, se sont élevées pour dénoncer le danger de la « créditocratie », c'est-à-dire de la domination des États créditeurs au sein du Conseil. Il a même opposé un veto (inédit pour l'Italie) au Conseil européen en juin 2012 pour obtenir, dans l'intérêt de la zone euro entière, des mesures de stabilisation des marchés. François Hollande a contesté, durant la campagne présidentielle l'obsession de la seule discipline budgétaire, au détriment de la croissance.

Les Allemands ne se rendent souvent pas compte des atouts qu'ils possèdent et dont les autres sont dépourvus, comme par exemple la cogestion des entreprises avec les syndicats (*Mitbestimmung*), qui a permis de conclure des accords de modération salariale dans la décennie 2000. En France comme en Italie, les syndicats sont moins puissants et moins coopératifs, ce qui est un vrai frein aux réformes du marché du travail ou des retraites. Cette situation ne saurait servir de prétexte aux pays du Sud pour ne rien faire, mais nier la différence n'aidera pas à obtenir les résultats escomptés.

Enfin, rares sont les responsables politiques ou les économistes allemands qui expliquent à une opinion persuadée de sa « vertu » que ce que l'Allemagne a pu faire, seule, dans les années 2000, dans une conjoncture porteuse, est méritoire mais ne peut être exigé de tous les autres pays d'Europe en même temps, dans un contexte de crise, sauf à précipiter la récession.

(6) « 55 years for stability », *Staff Magazine of the Bundesbank*, 27 juillet 2012.

(7) *Deutschlands Beruf*, 1861.

La force de la démocratie fédérale

En France où la légitimité du représentant français au Conseil européen, le président de la République, tient à son élection une fois tous les cinq ans, la constance et la vigueur de la démocratie parlementaire allemande sont en général sous-estimées. Quand Angela Merkel est tenue d'aller devant le Bundestag avant et après les Conseils européens afin de recevoir un mandat puis de rendre des comptes, en présence de l'opposition, le président de la République française peut se borner à donner de manière épisodique, à des journalistes choisis par ses soins, la grâce d'un entretien télévisé. Cette position n'est pas dépourvue d'avantages : elle donne au Président une flexibilité, une capacité de réaction dont les dirigeants allemands sont souvent dépourvus. Mais ceux qui, à Paris, voient dans l'obsession allemande pour la légitimité démocratique une sorte d'excuse pour ne rien faire se trompent lourdement.

Les contraintes du fédéralisme ne sont pas moins sous-estimées à Paris. Bien des positions du gouvernement fédéral s'expliquent par la pression qu'exercent les États (*Länder*), notamment les plus puissants, Bavière en tête, sur la fédération (le *Bund*). La Chancelière doit non seulement composer avec sa majorité de coalition au Bundestag mais elle doit aussi transiger avec l'opposition majoritaire au Bundesrat. Le blocage de l'accord fiscal avec la Suisse par le SPD et les Verts a encore prouvé récemment que la difficulté est réelle.

Ainsi, l'opposition à la mutualisation de la dette des pays européens (*eurobonds*) est largement commandée par les expériences faites en Allemagne, dans les relations entre les *Länder* (*Finanzausgleich*). La virulence des critiques des riches *Länder* du Sud contre certaines villes-États ou autres *Länder* en déficit n'a d'ailleurs pas grand-chose à envier à la manière dont la Grèce a pu être vilipendée dans les tabloïds allemands.

Ainsi, pour parler comme Staline, les « divisions » qui font la force de l'Allemagne sont très éloignées des critères « politiques » voire géopolitiques qu'affectionnent les Français. L'Allemagne n'a pas de siège de membre permanent au Conseil de sécurité des Nations unies ni de force de frappe, mais elle jouit, dans le monde entier, d'une image de solidité à toute épreuve, à l'instar de ses

berlines et ses machines-outils. Elle attire la main-d'œuvre qualifiée des pays en difficulté comme elle draine des capitaux bon marché. Mais surtout la manière dont fonctionne son régime politique lui donne des armes pour défendre ses intérêts de manière efficace, avec la bonne conscience et même la fierté d'être plus démocratique, plus respectueuse des valeurs fondamentales, plus avancée en matière sociale que bien des États au monde.

À terme, surtout si l'Europe devait patiner, nul ne peut exclure qu'elle ne donne un jour la priorité au reste du monde avec lequel ses liens commerciaux s'accroissent⁽⁸⁾. La fréquence des voyages de la Chancelière en Chine, le soin mis à soigner les relations avec la Russie laissent entrevoir cette hypothèse. Mais à ce jour c'est sans doute plus la peur de « perdre ce qu'elle a réalisé depuis que les catastrophes ont cessé de la frapper » qui commande les positions allemandes. Enfermés dans leurs obsessions et forts de leur bon droit, les Allemands se sentent seuls.

La solitude allemande

L'ambiguïté de la France face à l'Europe est ancienne. Elle a été brutalement confirmée par le rejet, en 2005, du traité constitutionnel rédigé par une Convention dont la présidence avait été confiée à un grand Européen français, Valéry Giscard d'Estaing. Ce refus a profondément perturbé la classe politique et les élites allemandes, confortées dans l'idée que, dans le fond, ces partenaires-là sont imprévisibles voire – péché mortel en Allemagne – qu'ils ne sont pas fiables (*nicht zuverlässig*).

Il est commun en France de considérer que le pays joue un rôle moteur en Europe. Plus qu'aucun autre pays, la France a été en pointe dans la construction communautaire (de Monnet jusqu'à Delors, en passant par François Mitterrand). Mais la légende nationale passe rapidement sur plusieurs épisodes où la France, à intervalles réguliers, a aussi donné à la construction européenne de redoutables coups d'arrêt : en 1954, lors du rejet de

(8) Les principaux partenaires de l'Allemagne restent les pays européens (71 % des exportations dont 9,6 % avec la France, 6,5 % avec les Pays-Bas, 5,9 % avec l'Italie). Hors UE, les principaux clients de l'Allemagne sont les États-Unis (7,0 %), la Chine (6,1 %) et la Suisse (4,5 %). Chiffres 2011 de la Direction générale du Trésor.

la Communauté européenne de défense ; en 1965 avec la politique de « la chaise vide » ; en 1992 par le refus d'une union politique accompagnant l'union monétaire. Sans compter qu'en 1994 et 2000, des responsables allemands (Wolfgang Schäuble et Karl Lamers, puis Joschka Fischer) ont lancé des ballons d'essai aux Français, que ceux-ci n'ont pas daigné saisir ; il ne s'agissait certes pas d'acheter les visions allemandes « en bloc » mais de leur donner une réponse substantielle. Les dirigeants français se sont bornés à exposer leur refus dans *Le Monde*, deux fois de suite (Édouard Balladur le 30 novembre 1994 et Hubert Védrine le 11 juin 2000), sans creuser plus loin que leur aversion pour le « fédéralisme ».

Ces offres avaient pourtant le mérite de poser les vraies questions à un moment clé (avant l'élargissement et au moment de la création de la monnaie unique). Comment organiser la souveraineté partagée ? Comment assurer la légitimation nécessaire pour convaincre les citoyens ? L'arrivée de tant de nouveaux partenaires n'appelle-t-elle pas une « avant-garde » organisée sur un mode fédéral ? Paradoxalement, c'est sans doute en France que le plus de voix se sont ensuite élevées contre les conséquences fâcheuses de l'augmentation du nombre des États de l'Union ou pour appeler à créer des « cercles concentriques ».

Les Allemands ont leurs ambiguïtés et leurs propres tentations nationales mais nul ne peut contester qu'ils ont apporté dans la corbeille de la mariée européenne le *Deutsche Mark* auquel ils tenaient infiniment et qu'à plusieurs reprises, ils ont invité leurs partenaires européens à aller de l'avant vers l'union « politique ».

Face à eux, les autorités françaises de tous bords ne sont jamais sorties de la contradiction déjà contenue dans les plans Fouchet de 1961-1962 : vouloir une Europe forte sans lui donner les moyens d'exister, espérer la puissance en entretenant l'impuissance. Si les Allemands ont fini par se lasser, la responsabilité ne peut être imputée à ce seul pays. Ils ne feront pas l'Europe tout seuls...

D'autant plus qu'aux incohérences françaises se sont hélas ajoutés le manque de sérieux des autorités italiennes, Silvio Berlusconi ayant largement dominé la vie politique depuis 1994, l'évaporation du Benelux, jadis si

constructif, et la difficulté des nouveaux pays d'Europe centrale et orientale à trouver toute leur place. Dans ce paysage, il n'est pas étonnant que les Allemands aient eu tendance à empocher les bénéfices de l'élargissement qui leur permet d'être en paix avec leurs voisins et à jeter l'éponge, quitte à se replier sur eux-mêmes. Surtout dans un temps où la crise économique a occulté tout le reste.

Les conséquences de la crise

Ces dernières années, la gestion de la crise au jour le jour a absorbé l'essentiel des énergies ; en raison des turbulences financières, l'entrée en vigueur du traité de Lisbonne, en décembre 2009, au terme de près de dix ans de travail, est quasiment passée inaperçue ; il est vrai que ceux-là mêmes qui l'avaient porté sur les fonts baptismaux se sont empressés d'en oublier l'esprit. Angela Merkel et Nicolas Sarkozy ont mis en scène leur duo lors des « sommets de la dernière chance ». Cette « sommetisation » (pour franciser le néologisme « *Vergipfelung* » formé par le président du Parlement européen Martin Schulz) est à des années-lumière du renforcement du Parlement qu'ils avaient eux-mêmes encouragé.

L'excellence de la communication de Nicolas Sarkozy a pu faire illusion. Mais, une fois les projecteurs éteints, la réalité a resurgi, moins encourageante. Ce n'est plus un duo équilibré qui gère l'Europe.

La perte d'influence de la France, parallèle à la baisse de ses performances, est en général sous-estimée par la classe politique française qui fréquente peu les cercles européens et internationaux, et lit peu la presse anglophone, cette « PQR ⁽⁹⁾ » du village global. C'est pour cela que les élus français ne comprennent souvent pas pourquoi la dénonciation, par les Français, de certains abus du marché ou de lacunes de la politique commerciale européenne, si pertinente soit-elle, passe désormais pour le réflexe du « mauvais joueur » qui fait porter à l'Europe le poids de ses insuffisances.

Plusieurs pays très ouverts à la mondialisation, les nordiques notamment, mais aussi l'Allemagne, peuvent se targuer de performances sociales élevées. Pourquoi iraient-ils

(9) Presse quotidienne régionale.

courir après les chimères de « la démondialisation » ou de « l'Europe qui protège » qui, d'un bout à l'autre du spectre politique français, sont les avatars d'un même dépit ? La triste vérité que masque l'explication « géopolitique » chère aux élites parisiennes, c'est qu'au moment où l'Allemagne s'est agrandie et bonifiée autant qu'unifiée, la France, loin d'avoir été aiguillonnée, s'est laissée aller.

En soignant l'apparence d'une relation fusionnelle avec la Chancellerie, le précédent président de la République a pu rester « dans la cour des grands » mais l'Histoire finira par révéler les bouts de ficelle. Sans doute n'est-ce pas un hasard si personne, à l'époque des duos Schmidt/Giscard ou Mitterrand/Kohl, n'a jamais songé à fusionner leurs patronymes comme cela s'est produit avec « Merkozy ». La relation était alors plus équilibrée que dans les dernières années.

Ces efforts de coordination ont eu le mérite d'éviter que la crise échappe complètement au contrôle des dirigeants. C'est un bon point. Mais un examen rapide de la substance révèle la domination des visions allemandes ou, en contrepoint, la faiblesse de l'inspiration française : la focalisation sur la discipline budgétaire sans tenir compte des impératifs de croissance et d'investissement, les réticences à concevoir une surveillance macro-économique équilibrée qui s'attaque à toutes les « externalités négatives » (conséquences préjudiciables des politiques des uns sur les autres), qu'elles génèrent des déficits ou des surplus et autres excédents, les blocages sur les *eurobonds* ou le budget. Christine Lagarde a plusieurs fois tenté d'ouvrir ces sujets non sans courage, mais souvent sans succès.

En outre, les deux pays ont contribué à affaiblir les instances communautaires. En dépit de plusieurs commissaires engagés, jamais la Commission n'a autant pris ses instructions auprès des capitales nationales au lieu d'exercer souverainement son monopole d'initiative. Les Français friands d'« intergouvernemental » s'en sont délectés, sans voir qu'ils se privaient du bénéfice de pouvoir compter sur un arbitre neutre, installé au centre du jeu pour défendre un intérêt authentiquement général.

Il n'est guère étonnant que la France pèse moins qu'auparavant : outre que la plupart des réformes économiques dont le pays a

besoin n'ont pas (encore ?) été entreprises, après le fiasco de 2005, toutes les familles politiques ont fourré le dossier européen au congélateur, sans crever l'abcès. En 2007, Nicolas Sarkozy avait eu le courage de soutenir la renégociation d'un traité qui serait ratifié par voie parlementaire. Il avait promis le soir de son élection que la France serait « de retour en Europe ». En 2008, durant la présidence française, efficacement secondé par Jean-Pierre Jouyet, il n'a pas ménagé sa peine. Mais la plupart des partis n'ont pas développé de vision d'ensemble crédible.

Sur l'Europe, tout le personnel politique français est tétanisé. France du oui et France du non, il faut avoir choisi son « canal historique », comme le montre le débat houleux, à gauche, sur le traité budgétaire, signé par 25 États membres le 2 mars 2012.

Avec l'arrivée au pouvoir, à Rome, de Mario Monti en novembre 2011, un tournant s'est produit ⁽¹⁰⁾ ; conforté par l'élection de François Hollande au printemps 2012, le Conseil européen a, comme nous l'avons indiqué, un peu infléchi sa ligne.

En chargeant Herman Van Rompuy de faire des propositions d'ensemble incluant à la fois les questions budgétaires, la supervision bancaire, les politiques économiques et même une réflexion sur la démocratie, les dirigeants européens ont peut-être compris qu'il fallait changer de méthode. Mais il est trop tôt pour être sûr qu'après de jolies déclarations, la montagne n'accouche pas d'une souris.

La voix française fait défaut : qui d'autre pourrait enfin endiguer le tsunami de subsidiarité qui menace de transformer l'UE en un Saint Empire romain germanique des temps modernes, paralysé par les revendications de barons locaux, plus soucieux de défendre leurs prérogatives que de doter l'Europe d'un centre de décision capable de décider ? Qui d'autre pourrait rappeler qu'aux nécessités cruciales de la *légitimité* (de l'*accountability* parlementaire) s'ajoute le besoin, non moins impérieux, d'une *autorité* exécutive européenne, discrétionnaire ? Qui peut rouvrir le dossier de l'Europe de la défense ? Ou celui du budget ? Plusieurs partenaires seront assurément partants, mais il manque à ce jour une étincelle venant de Paris.

(10) Sylvie Goulard, « Et si l'Italie de Mario Monti sauvait l'Europe ? », *Le Monde*, 16 novembre 2011.

Comme souvent, au départ, les positions française et allemande sont opposées en raison de systèmes juridiques et de traditions politiques radicalement différents ; si une synthèse – difficile mais non impossible – est recherchée, elle est en général riche de ces contrastes. Mais ceux qui veulent s'épargner ce travail négligent le danger de blocage. Le franco-allemand n'est pas une sinécure. C'est cependant toujours une nécessité, sauf à abandonner, de manière subreptice, toute idée d'Europe unie.

Pour conclure, nous voudrions poser une question un peu provocatrice : l'élection d'un « Président normal » est-elle compatible avec la perpétuation de l'« exception française », surtout au moment où le pays, miné par des performances économiques médiocres, est en train de perdre son aura ?

Si la normalisation de la France signifiait l'entrée dans un jeu plus coopératif où les performances comptent plus que les mythes, les institutions européennes plus que le trompe-l'œil intergouvernemental, et si les réformes visant au redressement du pays, qui ne peuvent plus être reportées, étaient mises en œuvre, ce serait une bonne nouvelle.

Il s'agit moins de faire « un grand saut » fédéral que de tenir compte de l'interdépendance existante des économies. Avec l'euro, la souveraineté est déjà infiniment plus partagée que nos dirigeants ne l'admettent, c'est du moins ce que les tiers, les États-Unis en tête, et les marchés s'obstinent à leur faire comprendre...

Pour plusieurs raisons – l'écart des performances économiques, l'expérience du fédéralisme, la vigueur de la démocratie –, l'Europe de demain aura vraisemblablement des traits allemands. Mais elle devra aussi lutter contre certaines dérives germaniques telles que l'exagération dans les attaques contre Bruxelles, prétexte à toutes les guérillas régionales, la polarisation sur la discipline budgétaire, au détriment de politiques européennes qui sont au service de l'investissement. Les Allemands mangent bien (de mieux en mieux). Ils dorment sûrement paisiblement (la fenêtre ouverte). Cependant, même en ayant moins besoin de la France, et des autres Européens, ils seront ravis de ne pas rester trop seuls.

SYLVIE GOULARD

FINANCES PUBLIQUES ET MONNAIE

La France [de 1789] avait une monnaie stable, mais des finances dans une situation critique. Une tentative mal conçue et mal menée pour résoudre la crise financière allait entraîner l'effondrement de la monnaie.

François CROUZET, *La Grande Inflation : la monnaie en France de Louis XVI à Napoléon*, Fayard, 1993, p. 19-20.